

# L' A P O T R E

PUBLICATION MENSUELLE

DE

L'ACTION SOCIALE CATHOLIQUE

Rédaction et Administration: 103 rue Ste-Anne, Québec

VOLUME III

QUÉBEC, OCTOBRE 1921

No 2

## La question du français

**L**E président des Etats-Unis M. Harding a convoqué les Puissances mondiales à une conférence sur le désarmement.

La question de langue a été posée immédiatement. De quelle langue se servirait-on à Washington? Parlerait-on anglais ou français, ou les deux?

Depuis le traité de Versailles, la langue anglaise prétend à l'égalité diplomatique avec le français et c'est pour cela que le Traité a été rédigé dans les deux langues et les deux textes sont également officiels quoiqu'il y ait des différences assez frappantes dans les deux rédactions.

Comme à Versailles, on parlera indifféremment les deux langues à Washington, ce qui veut dire qu'un bon nombre d'interprètes auront à travailler pour faire comprendre les illustres délégués qui ne connaissent que leur langue maternelle.

Inutile de dire que ce sont les délégués de langue anglaise qui exigent ce changement dans la tradition des réunions internationales où le français avait toujours été la seule langue employée.

De toutes les nations du monde, c'est l'Anglo-saxonne qui est la plus réfractaire à l'étude des langues étrangères.

Non seulement, certains rameaux de cette race ne veulent pas apprendre une autre langue que la leur, mais il s'efforcent par tous les moyens à obliger les autres races avec lesquelles ils sont en contact à renoncer à leur langue maternelle pour adopter la langue anglaise.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur l'histoire de l'Irlande pour avoir une preuve de cette vérité, il suffit de jeter un regard sur l'ouest du Canada où la minorité de toutes langues est forcée à adop-

ter pour toutes les relations sociales, la langue anglaise; on va même jusqu'à refuser aux parents le droit élémentaire et naturel de faire enseigner la langue maternelle à leurs enfants dans les écoles dont ils sont les seuls soutiens.

L'histoire des vingt-cinq dernières années au Canada est remplie des conflits que cette question de langue a soulevés dans notre peuple et ceux de l'Ontario et du Manitoba ne sont pas les moins douloureux et les moins connus.

\*  
\*   \*  
\*

On se demande souvent comment il se fait que la race anglaise en Amérique soit si opposée à l'enseignement et à l'usage du français, dans un pays officiellement bilingue.

Notons d'abord que si le Canada est bilingue, ce n'est pas de la faute des Anglais qui ont bien fait tout ce qui était possible pour l'angliciser complètement.

Cependant, il est bilingue et, comme langue officielle, le français devrait avoir droit au respect et à l'attention de la majorité anglaise.

Or, les faits démontrent que partout où c'est possible, l'élimination de notre langue est imposée. Pour se rendre compte de cela, il suffit de vivre quelque temps dans un milieu où l'anglais domine, comme à Ottawa, par exemple.

A cet état de choses, il y a plusieurs causes. Les unes sont profondes, les autres découlent des caractéristiques même de l'Anglais.

Sans doute, comme le disait un journal anglais de l'Ontario, au temps de la grande lutte bilingue, "Si les Canadiens-français étaient protestants, il n'y aurait pas de question de langue".

C'est un aveu qu'il importe de retenir, car il exprime une grande vérité. Si les Canadiens-français étaient protestants, parleraient-ils encore